

ACTION URGENTE

NEUF PERSONNES INCULPÉES POUR AVOIR MANIFESTÉ PACIFIQUEMENT

Un député de l'opposition et huit autres responsables politiques et militants ont été inculpés par un tribunal malaisien pour avoir participé à des manifestations pacifiques en février et en mars.

Neuf personnes, dont un député de l'opposition, ont été inculpées par le tribunal de première instance de Kuala-Lumpur le 8 septembre, pour avoir participé au rassemblement de protestation #KitaLawan (« Nous nous battons ») organisé par des partis de l'opposition, des ONG et des étudiants le 28 mars et aux manifestations ayant précédé ce rassemblement en février. Les deux rassemblements étaient pourtant pacifiques.

Les neuf personnes inculpées sont **Sim Tze Tzin**, député de Bayan Baru, **Maria Chin Abdullah**, présidente de Bersih 2.0, le rassemblement en faveur de la réforme électorale, **Mohd Fariz Abd Talib Musa**, **Mandeep Singh**, **Adam Adli**, le membre de l'Assemblée de Teja **Chang Lih Kang**, **Mohd Rozan Azen Mat Rasip**, conseiller spécial du député de Batu, **Lee Chean Chung**, membre de l'Assemblée de Semambu et **Fakhrulrazi Mohd Mokhtar**, chef de la jeunesse de l'État de Perak et du parti d'Amanah Negara. Ces neuf personnes ont participé à la manifestation #KitaLawan du 28 mars appelant à des réformes, et notamment à la libération de l'ancien vice-Premier ministre Anwar Ibrahim, emprisonné en février pour des accusations de « sodomie » motivées par des considérations politiques. Cet homme est un prisonnier d'opinion.

Huit d'entre eux ont été inculpés pour avoir « organisé et participé à une manifestation de rue » au titre de l'article 4 (2) (c) de la Loi de 2012 sur les rassemblements pacifiques, et comparaitront devant un tribunal les 16 et 19 octobre. Fakhrulrazi Mohd Mokhtar a été inculpé au titre de l'article 4 (1) (b) de la Loi relative à la sédition, pour un discours qu'il a prononcé lors d'une manifestation le 21 mars. Sa première audience aura lieu le 11 décembre.

Ces accusations semblent constituer des mesures de représailles pour les manifestations de masse organisées à Kuala-Lumpur les 29 et 30 août et auxquelles ces neuf personnes avaient participé. Les rassemblements étaient appelés « Bersih 4 » et appelaient à une meilleure gouvernance et à des réformes institutionnelles et étaient organisés par le groupe en faveur de la réforme électorale, Bersih 2.0.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en malaisien, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à veiller à ce que les charges contre Sim Tze Tzin, Maria Chin Abdullah, Mohd Fariz Abd Talib Musa, Mandeep Singh, Adam Adli, Chang Lih Kang, Mohd Rozan Azen Mat Rasip, Lee Chean Chung et Fakhrulrazi Mohd Mokhtar soient abandonnées, car elles portent uniquement sur l'exercice pacifique du droit de ces neuf personnes à la liberté d'expression et de réunion ;
- demandez-leur de veiller à ce que chacun soit libre d'exercer pacifiquement ses droits en Malaisie, sans craindre des poursuites pénales ou d'autres représailles ;
- engagez-les à abroger immédiatement toutes les lois limitant les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 22 OCTOBRE 2015 À :

Premier ministre

Datuk Seri Najib Tun Razak
Prime Minister's Office of Malaysia,
Main Block, Perdana Putra Building Federal
Government Administrative Centre, 62502
Putrajaya, Malaysia
Fax : +60 (0)3 8888 3444
Courriel : ppm@pmo.gov.my
**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,**

Procureur général

Tan Sri Mohamed Apandi Ali
Attorney General's Office
No. 45, Persiaran Perdana, Precint 4
62100, Putrajaya, W.P Putrajaya
Malaisie
Fax : +60 (0)3 8890 5670
Courriel : pro@agc.gov.my
**Formule d'appel : Dear Attorney General, /
Monsieur le Procureur général,**

Copies à :

Président de la Commission malaisienne des
droits humains (SUHAKAM)
Tan Sri Hasmy Agam
11th Floor, Menara TH Perdana,
Jalan Sultan Ismail, 50250,
Kuala Lumpur, Malaisie
Fax : +60 (0)3 2612 5620
Courriel : humanrights@suhakam.org.my

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Malaisie dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax number Email address Salutation

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

NEUF PERSONNES INCULPÉES POUR AVOIR MANIFESTÉ PACIFIQUEMENT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Bien qu'elles se maintiennent en définitive au pouvoir, les autorités malaisiennes supervisent, depuis leur défaite lors des élections législatives de 2013, une vaste répression de la liberté d'expression en utilisant la Loi relative à la sédition de 1948 pour enquêter sur des défenseurs des droits humains, des membres de l'opposition, des journalistes, des universitaires et des étudiants, les inculper et les emprisonner. Depuis le début de l'année 2015, au moins 60 personnes ont fait l'objet d'enquêtes et ont été inculpées et emprisonnées au titre de la Loi relative à la sédition. En 2014, le nombre total de personnes dans cette situation était de 44.

Le professeur de droit Azmi Sharom, qui a été inculpé au titre de la Loi relative à la sédition, a déposé un recours juridictionnel devant le tribunal fédéral contre la constitutionnalité de cette loi. Les autres affaires de sédition en cours ont donc été suspendues. Les autorités malaisiennes utilisent par conséquent d'autres lois répressives, telles que la Loi relative à la presse et aux publications et la Loi sur les rassemblements pacifiques, pour restreindre la liberté d'expression et de réunion. Les dispositions du Code pénal ont également été utilisées pour museler la dissidence, notamment l'article 124b, qui érige en infraction les « activités qui représentent une menace pour la démocratie parlementaire » et l'article 143, bien que la loi limite leur utilisation aux rassemblements violents de malfaiteurs.

La répression de la dissidence s'est intensifiée depuis le scandale de corruption concernant le détournement présumé de centaines de millions de dollars par la société de développement détenue par l'État, 1Malaysia Development Berhad (1MDB), et dans lequel le Premier ministre Najib Razak aurait été impliqué. Au lieu de réellement essayer de faire la lumière sur ces accusations de corruption et de traduire les responsables en justice, les autorités malaisiennes ont harcelé, fait taire et emprisonné les personnes exigeant des comptes.

Les législateurs de l'opposition ont été frappés d'interdictions de voyager, visiblement en raison de leur critique de la manière dont le gouvernement gère la crise de 1MDB. Deux organes médiatiques, *The Edge Financial Daily* et *The Edge Weekly*, ont été suspendus le 24 juillet en raison de la manière dont ils ont couvert le scandale et qui, selon les autorités, « nuisait ou pouvait nuire à l'ordre public, à la sécurité ou aux intérêts publics et nationaux ».

Noms : Sim Tze Tzin, Maria Chin Abdullah, Mohd Fariz Abd Talib Musa, Mandeep Singh, Adam Adli, Chang Lih Kang, Mohd Rozan Azen Mat Rasip, Lee Chean Chung, Fakhrulrazi Mohd Mokhtar
Hommes et femmes

AU 194/15, ASA 28/2426/2015, 10 septembre 2015